

Accord professionnel

SOCIÉTÉ D'ASSURANCES

(Régime professionnel de prévoyance du personnel)

Avenant du 20 octobre 2025

au protocole d'accord du 24 juin 2013
relatif au régime professionnel de prévoyance

NOR : ASET2550853M

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

FFA

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

CFTC CSFV ;

CFE-CGC assurances ;

FBA CFDT ;

UNSA banque assurance,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Les partenaires sociaux sont très attachés au régime professionnel de prévoyance (RPP), véritable acquis social dans la profession permettant aux salariés de bénéficier d'un socle de garanties minimum, qu'il est nécessaire de sécuriser et de préserver.

Malgré les augmentations de cotisations intervenues en 2025, une nouvelle hausse des cotisations est nécessaire, tant sur le volet santé que sur le volet prévoyance, afin d'assurer la pérennité du régime. Cette mesure vise à corriger une situation financière structurellement déséquilibrée depuis 2016, aggravée par l'épuisement des réserves constaté fin 2023.

Par ailleurs, l'établissement des comptes prévisionnels 2024 a mis en évidence l'impact des modalités spécifiques de revalorisation des rentes versées en cas d'arrêt de travail dans le cadre du RPP. Une simplification de cette règle, en particulier pour les situations d'incapacité de travail et d'invalidité, apparaît indispensable pour améliorer le pilotage du régime.

Article 1^{er}

L'article 42 du règlement RPP est modifié comme suit :

Article 42 | Taux des cotisations

Les cotisations à la charge de l'employeur et du personnel sont fixées comme suit :

Article 42.1 | Garanties décès, incapacité-invalidité, déplacement professionnel

| Assiette de cotisation : tranche de salaire inférieure ou égale à 1 PASS | | Assiette de cotisation : tranche de salaire supérieure à 1 PASS | |
|---|-----------|--|-----------|
| Employeur | Personnel | Employeur | Personnel |
| 1,95 % | 0,17 % | 1,50 % | 0,14 % |
| Total : 2,12 % | | Total : 1,64 % | |

La clé de répartition des cotisations afférentes aux garanties décès, incapacité, invalidité, déplacement professionnel est la suivante :

| | T < 1PASS | T > 1PASS |
|-----------|-----------|-----------|
| Employeur | 92 % | 92 % |
| Personnel | 8 % | 8 % |

Article 42.2 | Garantie remboursement des frais de soins

| | Salariés dont le salaire annuel est inférieur ou égal à 1 PASS | | Salariés dont le salaire annuel est supérieur à 1 PASS | |
|--|---|--------------------|---|--------------------|
| | Employeur | Personnel | Employeur | Personnel |
| Haut-Rhin, Bas-Rhin, Moselle ^[1] | 0,997 % du PMSS | 0,053 % du PMSS | 1,433 % du PMSS | 0,076 % du PMSS |
| | Total : 1,050 % | | Total : 1,509 % | |
| Autres départements | 1,662 % du PMSS | 0,087 % du PMSS | 2,390 % du PMSS | 0,126 % du PMSS |
| | Total : 1,749 % | | Total : 2,516 % | |

[1] Taux de cotisations en matière de remboursement de frais de soins réduits dans les départements du Haut-Rhin, Bas-Rhin et de la Moselle par rapport aux autres départements, compte tenu du régime local complémentaire obligatoire.

La clé de répartition des cotisations afférentes à la garantie remboursement des frais de soins est la suivante :

| | |
|-----------|------|
| Employeur | 95 % |
| Personnel | 5 % |

Article 2

L'article 37 du règlement RPP est modifié comme suit :

« Article 37 | Modalités de revalorisation

La rémunération telle que définie à l'article 6, servant au calcul des prestations prévues en cas de décès, ou d'accident lié à un déplacement professionnel, est revalorisée chaque année selon les modalités déterminées à l'alinéa 3 ci-dessous.

Il en est de même de la limite des remboursements des frais de soins exprimée en euros (art. 31), du montant des contributions visées à l'article 33, alinéa 2, troisième et cinquième tirets, et du minimum de rente d'éducation (art. 8).

Cette revalorisation consiste à appliquer aux valeurs de l'année N-1 la moyenne arithmétique des taux d'augmentation du plafond de la sécurité sociale et de la valeur moyenne du point Agirc-Arrco, observés dans l'année N-1 par rapport à l'année N-2. Les indemnités complémentaires d'incapacité de travail et les pensions d'invalidité sont revalorisées chaque année en fonction de la valeur de service du point retraite Agirc-Arrco, observée dans l'année N-1 par rapport à l'année N-2. »

Article 3

Les partenaires sociaux conviennent de se réunir au cours du second semestre 2028, afin d'apprécier les effets de la modification apportée à l'article 37 du règlement RPP relatif aux modalités de revalorisation. Au regard des constats établis, une négociation pourra être engagée en vue d'éventuels ajustements.

Article 4

Les signataires s'engagent à effectuer sans délai les démarches nécessaires au dépôt légal du présent avenant, dont l'entrée en vigueur interviendra au 1^{er} janvier 2026.

Fait à Paris, le 20 octobre 2025.

(Suivent les signatures.)